

ANNECY
BONNEVILLE
CHAMBÉRY
GRENOBLE
GRÉSY-SUR-AIX
SALLANCHES
| THONON-LES-BAINS
VILLE-LA-GRAND
GENÈVE

ACCES

17 rue de l'Hôtel Dieu

74200 THONON LES BAINS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

**Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions
réglementées**

ANNECY
BONNEVILLE
CHAMBÉRY
GRENOBLE
GRÉSY-SUR-AIX
SALLANCHES
| THONON-LES-BAINS
VILLE-LA-GRAND
GENÈVE

ACCES

17 rue de l'Hôtel Dieu

74200 THONON LES BAINS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024



ACCES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'Association ACCCES,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION ACCCES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous vous informons que les comptes n'ont pas été arrêtés par le Bureau à la date de l'émission de nos rapports.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Nous vous informons que les comptes n'ont pas été arrêtés par le Conseil d'Administration à la date de l'émission de nos rapports.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à THONON LES BAINS,
Le 4 juin 2025
Le commissaire aux comptes

SAS COFIDEST AUDIT
Cyrille FAYETTE
Associé

Bilan Actif

Etat exprimé en euros

| | | 31/12/2024 | | | 31/12/2023 |
|---------------------------|---|------------------|-------------------|------------------|------------------|
| | | Brut | Amort. et Dépréc. | Net | Net |
| ACTIF IMMOBILISE | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| | Frais d'établissement | | | | |
| | Autres immobilisations incorporelles | 9 541 | 8 679 | 863 | 1 269 |
| | Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| | Terrains | | | | |
| | Constructions | | | | |
| | Installations techniques, matériels et outillage | 1 376 | 606 | 771 | 1 046 |
| | Autres immobilisations corporelles | 21 112 | 16 608 | 4 504 | 6 478 |
| | Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| ACTIF CIRCULANT | IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| | Participations et créances rattachées | | | | |
| | Autres titres immobilisés | | | | |
| | Prêts | | | | |
| | Autres immobilisations financières | 4 160 | | 4 160 | 4 160 |
| | TOTAL (I) | 36 190 | 25 893 | 10 297 | 12 953 |
| COMPTES DE LIAISON | Comptes de liaison (1) | | | | |
| | TOTAL (II) | | | | |
| ACTIF CIRCULANT | STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| | Matières premières et fournitures | | | | |
| | Autres approvisionnements | | | | |
| | En-cours de production (biens et services) | | | | |
| | Produits intermédiaires et finis | | | | |
| | Marchandises | | | | |
| | Avances et Acomptes versés sur commandes | | | | |
| | CREANCES (2) | | | | |
| | Créances redevables et comptes rattachés (3) | 65 383 | | 65 383 | 43 611 |
| | Autres créances | 1 732 | | 1 732 | |
| COMPTES DE REGULARISATION | VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT DISPONIBILITES | 1 254 503 | | 1 254 503 | 1 152 489 |
| | Charges constatées d'avance | 2 242 | | 2 242 | 1 603 |
| | TOTAL (III) | 1 323 860 | | 1 323 860 | 1 201 720 |
| | Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV) | | | | |
| | Primes de remboursement des obligations (V) | | | | |
| | Ecarts de conversion actif (VI) | | | | |
| TOTAL ACTIF | | 1 360 050 | 25 893 | 1 334 157 | 1 214 673 |

(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement ou service entre ce dernier et les autres établissements et services concernés.

(2) Dont à moins d'un an :

Dont à plus d'un an :

(3) Dont créances mentionnées à l'article R. 314-96 du code de l'action sociale et des familles.

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

| | | | |
|---------------------|---|------------------|------------------|
| Fonds propres | Fonds associatifs sans droit de reprise | 114 599 | 114 599 |
| | Ecarts de réévaluation sans droit de reprise | | |
| | Fonds associatifs avec droit de reprise | 246 267 | 246 267 |
| | - Dons et legs | 246 267 | 246 267 |
| | - Subventions d'investissement sur biens renouvelables | | |
| | Ecarts de réévaluation avec droit de reprise | | |
| | RESERVES | | |
| | Excédents affectés à l'investissement | | |
| | Réserves de compensation | | |
| | Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement | 14 722 | 14 722 |
| | Autres réserves | | |
| | REPORT A NOUVEAU | | |
| | Report à nouveau (gestion non contrôlée) | 39 756 | 16 371 |
| | Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs | | |
| | Résultat sous contrôle de tiers financeurs | 344 900 | 322 786 |
| | Dépenses non opposables au tiers financeurs | (56 086) | (43 164) |
| DETTE(S) | RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)(1) | 241 149 | 111 930 |
| | Subventions d'investissement sur biens non renouvelables | 6 042 | 8 699 |
| | PROVISIONS REGLEMENTEES | | |
| | Couverture du besoin en fonds de roulement | | |
| | Amortissements dérogatoires et prov. pour renouvellement des immobilisations | | |
| | Réserves des plus-values nette d'actif | | |
| | Immobilisations grevées de droits | | |
| | Provisions règlementées | | |
| | TOTAL (I) | 951 348 | 792 210 |
| | Comptes de liaison | | |
| | TOTAL (II) | | |
| | Provisions pour risques | | |
| | Provisions pour charges | | |
| | Fonds dédiés | 83 806 | 88 603 |
| | TOTAL (III) | 83 806 | 88 603 |
| | DETTE(S) (4) | | |
| | Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2) | | |
| | Emprunts et dettes financières divers (3) | | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | 12 937 |
| | Redevables créditeurs | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 196 276 | 217 144 |
| | Dettes fiscales et sociales | 102 726 | 103 778 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| | Autres dettes (5) | | |
| | Produits constatés d'avance | | |
| | TOTAL (IV) | 299 003 | 333 859 |
| | Ecarts de conversion passif | | |
| | TOTAL (V) | | |
| TOTAL PASSIF | | 1 334 157 | 1 214 673 |

- (1) Dont compte 1201 : et compte 1291 : résultats sous contrôle de tiers financeurs.
- (2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques.
- (3) En particulier :cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.
- (4) Dont à plus d'un an : Dont à moins d'un an : 299 003
- (5) Dont fonds des majeurs protégés :

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

| | | 12 mois | 12 mois |
|-------------------------|--|------------------|------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises | | |
| | Production vendue | | |
| | - prestations de services | 48 738 | 38 731 |
| | - divers | | |
| | Production stockée ou déstockage de production | | |
| | Production immobilisée | | |
| | Dotations et produits de tarification | | |
| | Subventions d'exploitations et participations | 1 841 264 | 1 601 119 |
| | Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | | |
| | Transfert de charges | 9 089 | 7 465 |
| | Autres produits | 109 | 4 |
| | Total des produits d'exploitation | 1 899 200 | 1 647 319 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises | | |
| | Variation de stock | | |
| | Achats de matières premières et fournitures | | |
| | Variation de stock | | |
| | Achats d'autres approvisionnements | 316 | 720 |
| | Variation de stock | 4 017 | 321 |
| | Achats non stockés de matières et fournitures | 17 591 | 29 719 |
| | Services extérieurs et autres | 796 889 | 682 312 |
| | Impôts, taxes et versements assimilés | | |
| | - sur rémunérations | 38 588 | 36 108 |
| | - autres | 2 034 | 1 863 |
| | Charges de personnel | | |
| | - salaires et traitements | 604 080 | 576 234 |
| | - charges sociales | 221 989 | 207 261 |
| | - autres charges de personnel | 1 524 | 5 967 |
| | Dotation aux amortissements et provisions | | |
| | Dotation aux amortissements : | | |
| | - des immobilisations | 2 656 | 2 963 |
| | - des charges d'exploitation à répartir | | |
| | Dotation aux dépréciations et provisions : | | |
| | - sur actif circulant | | |
| | - pour risques et charges d'exploitation | | |
| | Autres charges | 94 | 91 |
| | Total des charges d'exploitation | 1 689 776 | 1 543 558 |
| | RESULTAT D'EXPLOITATION | 209 423 | 103 761 |

**Le Commissaire
aux comptes**

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

| | | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|---|---|------------------|------------------|
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | 209 423 | 103 761 |
| PRODUITS FINANCIERS | De participations et des immobilisations financières | | |
| | Revenus des valeurs mobilières de placement, escomptes obtenus et autres produits financiers | 31 340 | 30 045 |
| | Reprises sur provisions | | |
| | Transferts de charges | | |
| | Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | |
| Total des produits financiers | | 31 340 | 30 045 |
| CHARGES FINANCIERES | Dotations aux amortissements et aux dépréciations | | |
| | Intérêts et charges assimilées | 130 | 84 |
| | Différences négatives de change | | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Total des charges financières | | 130 | 84 |
| RESULTAT FINANCIER | | 31 210 | 29 961 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOT | | 240 634 | 133 722 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | Sur opérations de gestion | | |
| | - exercices antérieurs | | |
| | Sur opérations en capital | | |
| | Reprises sur provisions | | |
| | - reprises sur provisions réglementées destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement | | |
| | - reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations | | |
| | - reprises sur provisions réglementées : des plus-value nettes d'actif | | |
| | - reprises sur autres provisions | | |
| Transferts de charges | | | |
| Total des produits exceptionnels | | 2 657 | 5 274 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | Sur opérations de gestion | | |
| | - exercice courant | | |
| | - exercices antérieurs | | |
| | Sur opérations en capital | | |
| | Dotations aux amortissements et aux provisions | | |
| | - dotations aux provisions réglementées destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement | | |
| | - dotations aux provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations | | |
| | - dotations aux provisions réglementées : des plus-value nettes d'actif | | |
| | - dotations aux autres provisions réglementées | | |
| | Total des charges exceptionnelles | | 3 099 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | | 2 657 | 2 176 |
| IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES | | 6 939 | 6 660 |
| (+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs | | 22 584 | 5 276 |
| (-) Engagements à réaliser sur ressources affectées | | 17 787 | 22 584 |
| TOTAL DES PRODUITS | | 1 955 781 | 1 687 914 |
| TOTAL DES CHARGES | | 1 714 632 | 1 575 984 |
| EXCEDENT ou DEFICIT | | 241 149 | 111 930 |
| EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | PRODUITS | | |
| | Bénévolat | | |
| | Prestations en nature | | |
| | Dons en nature | | |
| | CHARGES | | |
| | Secours en nature | | |
| | Mise à disposition gratuite de biens et services | | |
| Personnel bénévole | | | |

Le Commissaire
aux comptes

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

L'année 2024 n'a pas nécessité de modification des statuts de l'ASSOCIATION ACCCES pour le portage des Dispositif d'Appui à la Coordination de Haute Savoie (DAC 74) et du Réseau de Prise en charge et de Prévention de l'obésité pédiatrique (RéPPOP74).

- **Objet social de l'Association**

L'Association ACCCES a pour objet de porter différents dispositifs orientés sur la santé de la population, la prévention et l'environnement.

A ce titre, elle assure le fonctionnement d'un dispositif d'appui à la coordination des parcours de santé complexe relevant des articles L. 6327-1 et suivants et R. 6327-1 et suivants du code de la santé publique.

Elle intervient au soutien des professionnels de santé, sociaux et médico-sociaux et, le cas échéant, des structures qui les emploient ainsi que des services de prévention et de santé au travail afin d'améliorer le service rendu à la population et de concourir à la structuration des parcours de santé mentionnés à l'article L. 1411-1 du code de la santé publique.

A ce titre, elle :

1° Assure la réponse globale aux demandes d'appui des professionnels qui comprend notamment l'accueil, l'analyse de la situation de la personne, l'orientation et la mise en relation, l'accès aux ressources spécialisées, le suivi et l'accompagnement renforcé des situations, ainsi que la planification des prises en charge. Cette mission est réalisée en lien avec le médecin traitant, conformément à son rôle en matière de coordination des soins au sens de l'article L. 162-5-3 du code de la sécurité sociale et les autres professionnels concernés ;

2° Contribue avec d'autres acteurs et de façon coordonnée à la réponse aux besoins des personnes et de leurs aidants en matière d'accueil, de repérage des situations à risque, d'information, de conseils, d'orientation, de mise en relation et d'accompagnement ;

3° Participe à la coordination territoriale qui concourt à la structuration des parcours de santé mentionnés à l'article L. 1411-1 du code de la santé publique.

L'Association ACCCES est notamment composée de professionnels de santé libéraux, d'établissements de santé, de centres de santé, d'institutions sociales, médico-sociales, d'organisations à vocation sanitaire ou sociale et de représentants des usagers, et a pour enjeux de :

**Le Commissaire
aux comptes**

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Porter et assurer le fonctionnement du DAC 74:

- Faciliter l'accès à des parcours de soins coordonnés pour les patients atteints de pathologies chroniques en situation de complexité ou de fragilité et élargir la couverture du territoire en respectant le principe de subsidiarité ;
- Favoriser le maintien ou le retour à domicile et veiller à la continuité des soins par une analyse de la situation prenant en compte les choix du patient mais aussi les disponibilités des dispositifs existants ;
- Intervenir auprès des professionnels impliqués dans les parcours de santé, en priorité des médecins traitants qui restent les pivots de la prise en charge, pour renforcer l'efficience dans les parcours de santé des patients ;
- Être un lieu d'écoute, de conseil, d'orientation et de médiation pour ces professionnels afin d'offrir la réponse la plus adaptée à chaque situation particulière ;
- Faciliter l'accès aux services offerts par le DAC 74 en se regroupant avec un numéro unique ;
- Veiller au respect de la déontologie des professionnels, en particulier le secret professionnel en s'appuyant sur un système d'information sécurisé ;
- Participer à la diffusion ou à la promotion d'outils permettant l'amélioration de la qualité des prises en charge des patients à domicile ;
- Participer à la réflexion éthique sur les prises en charges ;
- Proposer des formations pluridisciplinaires autour de la coordination.

Porter et assurer le fonctionnement du RéPPOP 74:

- Accompagner les enfants en surpoids et en obésité, en coordonnant les parcours de santé avec des professionnels de l'ambulatorio formés par le RéPPOP ;
- Assurer et organiser des formations pour les professionnels de santé sur les problématiques de surpoids et d'obésité
- Organiser des ateliers pour les enfants suivis par le RéPPOP 74 et leurs familles

**Le Commissaire
aux comptes**

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

DAC 74

- Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées par le DAC 74
 - Apporter un appui aux professionnels de santé du premier recours pour les patients porteurs de pathologies chroniques en situation complexe et de fragilité afin de favoriser le maintien à domicile. L'intervention est axée sur la coordination des professionnels qui interviennent dans le parcours de santé du patient. Il s'agit de créer des liens et une articulation entre les professionnels de l'ambulatoire et ceux des établissements afin de faciliter les échanges d'information et la cohérence dans les parcours. Du fait de la connaissance des acteurs des territoires, le réseau de santé participe à l'animation territoriale en créant des liens et des partenariats avec les différentes structures qui interviennent dans la coordination des parcours.
 - Il existe 3 niveaux de coordination avec dans le bilan 2024:
 - Niveau 1 – information = 395 demandes
 - Niveau 2 – orientations = 145 situations
 - Niveau 3 – coordination de parcours et accompagnement de patients = 420 situations
 - Avec une fila active moyenne de 453 situations par mois
- Description des moyens mis en œuvre pour
 - Fonctionnement avec 3 antennes sur le territoire (Annecy, Thonon, Thyez)
 - Nombre ETP financé sur le FIR réseaux de santé :
 - Mission socle de coordination d'appui : 20,17.....

**Le Commissaire
aux comptes**

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

RéPPOP 74

- Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées par le RéPPOP 74

Le RéPPOP 74 assure l'animation et la coordination de la filière Obésité Pédiatrique sur le département 74 avec les missions suivantes :

- Organiser la formation initiale et continue des partenaires du réseau : les professionnels de santé et tous les professionnels en lien avec les enfants et les adolescents en surpoids dans le milieu de l'enfance, de l'éducation et du social.
- Organiser, maintenir, optimiser la prise en charge territoriale des enfants et adolescents en situation de surpoids et d'obésité et de leurs familles :
- Être un appui pour les acteurs du Réseau dans le parcours de soins du patient : outils d'aide à la prise en charge, relais d'information, avis spécialisés, Réunion de Concertation Pluridisciplinaire (RCP), circulation de l'information médicale.
- Participer à la prise en charge financière des bilans et des consultations (actes dérogatoires pour les médecins, les psychologues et/ou les diététiciens libéraux, aide financière pour l'accès à une APA)
- Constituer un annuaire et une cartographie des professionnels acteurs, des professionnels ou structures ressources, partenaires (aide à l'orientation des patients au sein du réseau)
- Accompagner les équipes de proximité (MSP, CPTS, IDE Asalée) à développer des offres innovantes de prises en charges pluridisciplinaires pérennes (programme ETP, programme de prévention, autres)

Annexe au Bilan

Etat exprimé en **euros**

- Participer aux échanges de pratiques, à la rédaction et/ou diffusions des recommandations de bonnes pratiques, des référentiels et outils nationaux dans le domaine de l'obésité infantile.

Le RéPPOP a commencé à fonctionner en juin 2022 et commence son fonctionnement stabilisé avec une équipe qui a été complétée avec l'arrivée d'une secrétaire à 0.8 ETP en mars 2023 :

Dans ces missions principales en 2024 :

- La formation des professionnels : 6 formations pour 79 professionnels de santé
- Réunions de sensibilisation des professionnels : 3 réunions et 45 professionnels rencontrés
- Suivis des enfants : 128 inclus en 2024 et 176 enfants suivis
- Description des moyens mis en œuvre pour
 - Nombre ETP financé sur le FIR pour Le RéPPOP en 2024 :
 - Mission socle de coordination d'appui : 3.5
 - Mission secondaire Autre : non

**Le Commissaire
aux comptes**

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les comptes annuels de l'exercice au **31/12/2024** ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 à jour des différents règlements complémentaires à la date des dits comptes annuel et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 334 157 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 955 781** euros et un total **charges** de **1 714 632** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **241 149** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Immobilisations

| Etat exprimé en euros | | Valeurs brutes début d'exercice | Mouvements de l'exercice | | | | Valeurs brutes au 31/12/2024 |
|--------------------------------------|--|---------------------------------------|--------------------------|--------------|-------------|----------|------------------------------------|
| | | | Augmentations | | Diminutions | | |
| | | | Réévaluations | Acquisitions | Virt p.à p. | Cessions | |
| INCORPORELLES | Frais d'établissement et de développement | | | | | | |
| | Autres immobilisations incorporelles | 9 541 | | | | | 9 541 |
| | TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 9 541 | | | | | 9 541 |
| | | | | | | | |
| CORPORELLES | Terrains | | | | | | |
| | Constructions sur sol propre | | | | | | |
| | sur sol d'autrui | | | | | | |
| | instal. agencet aménagement | | | | | | |
| | Instal technique, matériel outillage industriels | 1 376 | | | | | 1 376 |
| | Instal., agencement, aménagement divers | | | | | | |
| | Matériel de transport | | | | | | |
| | Matériel de bureau, informatique et mobilier | 21 112 | | | | | 21 112 |
| | Autres immobilisations corporelles | | | | | | |
| | Immobilisations grévées de droits | | | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | | | | |
| Avances et acomptes | | | | | | | |
| TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 22 489 | | | | | | 22 489 |
| | | | | | | | |
| FINANCIERES | Participations et créances rattachées | | | | | | |
| | Autres titres immobilisés | | | | | | |
| | Prêts | | | | | | |
| | Autres immobilisations financières | 4 160 | | | | | 4 160 |
| | TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 4 160 | | | | | 4 160 |
| | | | | | | | |
| TOTAL | | 36 190 | | | | | 36 190 |

Le Commissaire
aux comptes

Amortissements

| Etat exprimé en euros | | Amortissements début d'exercice | Mouvements de l'exercice | | Amortissements au 31/12/2024 |
|-----------------------|--|---------------------------------------|--------------------------|-------------|------------------------------------|
| | | | Dotations | Diminutions | |
| INCORPORELLES | Frais d'établissement | | | | |
| | Autres | 8 272 | 407 | | 8 679 |
| | TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 8 272 | 407 | | 8 679 |
| | | | | | |
| CORPORELLES | Terrains | | | | |
| | Constructions sur sol propre | | | | |
| | sur sol d'autrui | | | | |
| | instal. agencement aménagement | | | | |
| | Instal technique, matériel outillage industriels | 330 | 275 | | 606 |
| | Autres instal., agencement, aménagement divers | | | | |
| | Matériel de transport | | | | |
| | Matériel de bureau, mobilier | 14 635 | 1 974 | | 16 608 |
| | Autres immobilisations corporelles | | | | |
| | TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 14 965 | 2 249 | | 17 214 |
| TOTAL | | 23 237 | 2 656 | | 25 893 |

Le Commissaire
aux comptes

Provisions

| Etat exprimé en euros | | Début exercice | Augmentations | Diminutions | 31/12/2024 |
|---|---|----------------|---------------|-------------|------------|
| PROVISIONS REGLEMEENTEES | Couverture du besoin en fonds de roulement Provisions pour renouvellement des immobilisations Provisions pour hausse des prix Provisions pour amortissements dérogatoires Réserves des plus-values nette d'actif Provisions autres | | | | |
| | PROVISIONS REGLEMEENTEES | | | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | Pour litiges Pour garanties données aux clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations similaires Pour impôts Provisions pour gros entretien et grandes révisions Autres | | | | |
| | PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | | | |
| PROVISIONS POUR DEPRECIATION | <div> <div>Sur immobilisations</div> <div> <div>incorporelles</div> <div>corporelles</div> <div>des titres mis en équivalence</div> <div>titres de participation</div> <div>autres immo. financières</div> </div> </div> <div>Sur stocks et en-cours</div> <div>Sur comptes clients</div> <div>Autres</div> | | | | |
| | PROVISIONS POUR DEPRECIATION | | | | |
| TOTAL GENERAL | | | | | |
| Dont dotations et reprises <div> <div>- d'exploitation</div> <div>- financières</div> <div>- exceptionnelles</div> </div> | | | | | |

Le Commissaire
aux comptes

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

| | | 31/12/2024 | 1 an au plus | plus d'1 an |
|---|---|------------|--------------|-------------|
| CREANCES | Créances rattachées à des participations | | | |
| | Prêts | | | |
| | Autres immobilisations financières | 4 160 | | 4 160 |
| | Clients douteux ou litigieux | | | |
| | Autres créances clients | 65 383 | 65 383 | |
| | Créances représentatives des titres prêtés | | | |
| | Personnel et comptes rattachés | | | |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | | |
| | Impôts sur les bénéfices | | | |
| | Taxes sur la valeur ajoutée | | | |
| | Autres impôts, taxes versements assimilés | | | |
| | Divers | 1 732 | 1 732 | |
| | Groupe et associés | | | |
| | Débiteurs divers | | | |
| | Charges constatées d'avances | 2 242 | 2 242 | |
| TOTAL DES CREANCES | | 73 517 | 69 357 | 4 160 |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | | | |
| Remboursements obtenus en cours d'exercice | | | | |
| Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques) | | | | |

| 31/12/2024 | 1 an au plus | 1 à 5 ans | plus de 5 ans |
|------------|--------------|-----------|---------------|
|------------|--------------|-----------|---------------|

| | | | | | |
|--|---|---------|---------|--|--|
| DETTES | Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| | Autres emprunts obligataires | | | | |
| | Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine | | | | |
| | Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine | | | | |
| | Emprunts et dettes financières divers | | | | |
| | Fournisseurs et comptes rattachés | 196 276 | 196 276 | | |
| | Personnel et comptes rattachés | 37 613 | 37 613 | | |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 52 330 | 52 330 | | |
| | Impôts sur les bénéfices | 6 939 | 6 939 | | |
| | Taxes sur la valeur ajoutée | | | | |
| | Obligations cautionnées | | | | |
| | Autres impôts, taxes et assimilés | 5 845 | 5 845 | | |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| | Groupe et associés | | | | |
| | Autres dettes | | | | |
| | Dette représentative de titres empruntés | | | | |
| | Produits constatés d'avance | | | | |
| TOTAL DES DETTES | | 299 003 | 299 003 | | |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | | | | | |
| Emprunts dettes associés (personnes physiques) | | | | | |

**Le Commissaire
aux comptes**

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

| | | |
|--|--------|---------|
| Total des Charges à payer | | 134 037 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | 75 858 |
| FOURNISSEURS - FACT. NON PARVE | 1 476 | |
| CAP LOC IMMOBILIERE | 9 000 | |
| CAP HONORAIRES CPTABLES | 960 | |
| CAP HONORAIRES CAC | 4 100 | |
| CAP PERS EXT ENTREPRISE | 60 322 | |
| Dettes fiscales et sociales | | 58 179 |
| DETTES PROVIS. PR CONGES A PAY | 36 411 | |
| CHARGES SOCIALES S/CONGES A PA | 17 225 | |
| FORMATION CONTINUE A PAYER | 4 543 | |

le Commissaire
aux comptes

Tableau de suivi des fonds associatifs

| Libellé | Solde au début de l'exercice A | Augmentations B | Diminutions C | Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C |
|---|--------------------------------------|--------------------|------------------|--|
| Fonds associatifs sans droit de reprise | | | | |
| - Patrimoine intégré | | | | |
| - Fonds statutaires | 114 599 | | | 114 599 |
| - Apports sans droit de reprise | | | | |
| - Legs et donations | | | | |
| - Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables | | | | |
| Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise | | | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | | |
| Réserves réglementées | | | | |
| Autres réserves | 14 722 | | | 14 722 |
| Report à nouveau | 16 371 | 23 385 | | 39 756 |
| Résultat de l'exercice | 111 930 | 129 219 | | 241 149 |
| Fonds associatifs avec droit de reprise | | | | |
| - Apports | 246 267 | | | 246 267 |
| - Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés | | | | |
| - Subventions d'investissement sur biens renouvelables | | | | |
| Résultats sous contrôle des tiers financeurs | 322 786 | 101 467 | 79 354 | 344 900 |
| Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise | | | | |
| Subventions d'investissement sur biens non renouvelables | 8 699 | | 2 657 | 6 042 |
| Provisions réglementées | | | | |
| Droits des propriétaires (Commodat) | | | | |
| Dépenses refusées par l'autorité de tarification | | | | |
| Dépenses non opposables au tiers financeurs | (43 164) | (12 922) | | (56 086) |
| TOTAL | 792 210 | 241 149 | 82 011 | 951 348 |

Le Commissaire
aux comptes

Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES

| Ressources | Fonds à engager au début de l'exercice A | Utilisation en cours d'exercice B | Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C | Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C |
|--|---|---|---|--|
| Fonds dédiés Prestations dérogatoires | 88 603 | 25 697 | 20 900 | 83 806 |
| TOTAL | 88 603 | 25 697 | 20 900 | 83 806 |

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC

| Ressources | Fonds à engager au début de l'exercice A | Utilisation en cours d'exercice B | Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C | Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C |
|-------------------|---|---|---|--|
| Dons manuels | | | | |
| Total | | | | |
| Legs et donations | | | | |
| Total | | | | |
| TOTAL | | | | |

Le Commissaire
aux comptes

ANNECY
BONNEVILLE
CHAMBÉRY
GRENOBLE
GRÉSY-SUR-AIX
SALLANCHES
| THONON-LES-BAINS
VILLE-LA-GRAND
GENÈVE

ACCES

17 rue de l'Hôtel Dieu

74200 THONON LES BAINS

**Rapport spécial du commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées**

Exercice clos le 31 décembre 2024



Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'ASSOCIATION ACCES,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

| |
|--|
| CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT |
|--|

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de Commerce.

Fait à THONON LES BAINS,
le 4 juin 2025
Le commissaire aux comptes

SAS COFIDEST AUDIT
Cyrille FAYETTE
Associé